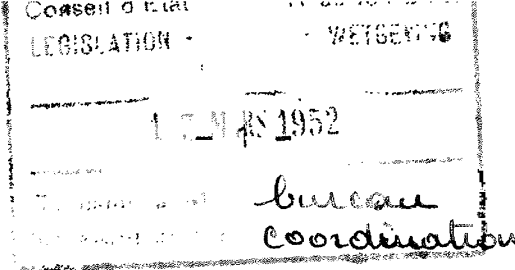


IR.



L.2762/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 5 mars 1952, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "concernant l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté", a donné en sa séance du 7 mars 1952 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 5e Maart 1952 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de toekenning van aanvullend ancienniteitsverlof", heeft ter zitting van 7 Maart 1952 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

PROJET DE LOI MODIFIANT LES LOIS RELATIVES AUX VACANCES
ANNUELLES DES TRAVAILLEURS SALARIES, COORDONNEES LE
9 MARS 1951, ET OCTROYANT DES VACANCES SUPPLEMENTAIRES
D'ANCIENNETE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit:

Article 1er.-

Un article 6 bis, rédigé comme suit, est inséré dans les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951:

"Article 6 bis.- Les travailleurs, à l'exception de ceux visés par l'arrêté-loi du 14 avril 1945 sur les congés annuels des mineurs du fond et par l'arrêté du Régent du 11 mai 1946 portant création d'une caisse particulière de vacances pour l'industrie diamantaire, ont droit à des vacances supplémentaires d'ancienneté, à condition :

- a) d'avoir droit à des vacances en vertu de l'article 1er;
- b) d'être âgés de 21 ans à l'expiration de l'exercice de vacances;
- c) d'avoir, à l'expiration de l'exercice de vacances, l'ancienneté prévue à l'article 6 quater."

Article 2.-

Un article 6 ter, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 6 ter.- L'ancienneté est déterminée en ne tenant compte que de l'activité professionnelle en raison de laquelle les travailleurs sont assujettis à l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, à l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, ou à l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

Sont considérées comme des périodes d'activité professionnelle, les périodes d'inactivité assimilées à des périodes de travail effectif par l'article 21, ainsi que les périodes des vacances annuelles."

Article 3.-

Un article 6 quater, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 6 quater.- La durée des vacances supplémentaires d'ancienneté est égale à la totalité, aux deux tiers ou au tiers de la durée des vacances ordinaires auxquelles le travailleur a droit, selon que ce travailleur compte respectivement :

quinze ans d'ancienneté de travail au cours des vingt années précédant l'expiration de l'exercice de vacances;

dix ans d'ancienneté de travail au cours des treize années précédant l'expiration de l'exercice de vacances;

cinq ans d'ancienneté de travail au cours des six années précédant l'expiration de l'exercice de vacances.

Si le calcul opéré conformément à l'alinéa précédent a pour résultat un nombre fractionnaire, la fraction donne droit à un jour de congé supplémentaire si elle est égale ou supérieure à un demi.".

Article 4.-

Un article 6 quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 6 quinquies.- Le travailleur est tenu de faire, à l'égard de l'organisme ou de l'employeur qui doit lui payer le pécule supplémentaire d'ancienneté, la preuve qu'il réunit les conditions fixées à l'article 6 bis.

Le Roi détermine les modes de preuve. Il détermine également le nombre des journées de travail prestées et des journées de chômage assimilées à des journées de travail qui, pour chaque branche d'industrie, sont considérées comme constituant une année de travail.".

Article 5.-

A l'article 7, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, les mots "aux articles 4, 5 et 6" sont remplacés par les mots "aux articles 4 à 6 quater".

Article 6.-

A l'article 9, alinéa 1er, des mêmes lois coordonnées, les mots "de l'article 7" sont remplacés par les mots "des articles 7, 9 bis et 18".

Article 7.-

Un article 9 bis, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 9 bis.- La cotisation de l'employeur afférente aux vacances supplémentaires d'ancienneté est calculée sur base des salaires bruts majorés, le cas échéant, des avantages supplémentaires en espèces autres que les allocations familiales et, sauf dérogation accordée par le Roi, de la valeur des avantages en nature payés par lui aux travailleurs visés à l'article 6 bis. Le Roi fixe le montant de cette cotisation, qui ne peut excéder 1,5 p.c. de la rémunération déterminée à l'alinéa précédent.".

Article 8.-

L'article 10, 4°, des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"4° Pour couvrir, conjointement avec la cotisation prévue à l'article 9 bis, les charges résultant de l'octroi de vacances supplémentaires d'ancienneté.".

Article 9.-

L'article 12 des mêmes lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

"Article 12.- Les cotisations dues pour la constitution de la rémunération des vacances visées aux articles 4 à 7 sont perçues respectivement par l'Office national de sécurité sociale, le Fonds national de retraite des ouvriers mineurs ou l'Office de sécurité sociale pour les marins de la marine marchande, selon qu'il s'agit de travailleurs autres que les employés, assujettis à l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, à l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, ou à l'arrêté-loi du 7 février 1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

Les modalités de perception des cotisations fixées par ces arrêtés-lois sont applicables aux cotisations visées au présent article."

Article 10.-

Un article 15 bis, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

" Article 15 bis.- Le pécule de vacances supplémentaires d'ancienneté est égal à la moitié, au tiers ou au sixième du pécule de vacances fixé à l'article 15, selon que le travailleur compte respectivement quinze ans, dix ans ou cinq ans d'ancienneté."

Article 11.-

Un article 15ter, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 15 ter.- Le Roi détermine le montant et les conditions d'octroi du pécule familial de vacances.".

Article 12.-

Un article 17bis, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 17bis.- Le pécule familial de vacances est payé par l'intermédiaire de la Caisse nationale de compensation pour allocations familiales ou par les différentes caisses d'allocations familiales.".

Article 13.-

A l'article 27, 1°, des mêmes lois coordonnées, le chiffre "7" est supprimé.

Article 14.-

A l'article 4, alinéa 1er, A, 5°, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 27 mars 1951, les mots "le pécule familial de vacances en même temps que" sont supprimés..

Article 15.-

L'article 4, alinéa 1er, B, 5°, du même arrêté-loi est remplacé par la disposition suivante :

"B - 5°.- 0,5 p.c. à la Caisse nationale de compensation pour allocations familiales chargée, ainsi que les différentes caisses d'allocations familiales, de payer aux employés le pécule familial de vacances.",

Article 16.-

Le Roi peut, pour l'année 1952, fixer le montant de la cotisation due par les employeurs pour la constitution du pécule de vacances supplémentaires d'ancienneté, à 2 p.c. maximum de la rémunération déterminée à l'article 9 des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 9 mars 1951, par dérogation à l'article 9 bis y inséré par l'article 7 de la présente loi.

Article 17.-

La présente loi sort ses effets le 1er avril 1952, à l'exception des articles 1er à 4 et 10 qui entrent en vigueur le 1er janvier 1953.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

ONTWEP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WETTEN BETREFFENDE
HET JAARLIJKS VERLOF DER LOONARBEIDERS, SAMENGEORDEND DE
9e MAART 1951, EN TOT TOEKENNING VAN AANVULLEND ANCIEN-
NITEITSVERLOF.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Arbeid
en Sociale Voorzorg,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg
is gelast in Onze naam bij de wetgevende kamers het
wetsontwerp in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

In de wetten betreffende het jaarlijks verlof
der loonarbeiders, samengeordend de 9e Maart 1951, wordt
een artikel 6 bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 6 bis.- De arbeiders, uitgezonderd die bedoeld
bij de besluitwet van 14 April 1945 betreffende het
jaarlijks verlof van de ondergrondse mijnwerkers en
bij het besluit van de Regent van 11 Mei 1946 tot op-
richting van een particuliere verlofkas voor de diamant-
nijverheid, hebben recht op aanvullend ancienniteits-
verlof, mits :

- a) zij recht hebben op verlof krachtens artikel 1 ;
- b) zij op het einde van het verlofdienstjaar 21 jaar
oud zijn ;

.../...

- c) zij op het einde van het verlofdienstjaar de in artikel 6 quater vereiste ancienniteit bezitten."

Artikel 2.-

In dezelfde samengeordende wetten wordt een artikel 6 ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 6 ter.- De ancienniteit wordt vastgesteld door uitsluitend rekening te houden met de beroepswerkzaamheid waarvoor de arbeiders onderworpen zijn aan de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, aan de besluitwet van 10 Januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en er mee gelijkgesteld, of aan de besluitwet van 7 Februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij.

Als perioden van beroepswerkzaamheid worden beschouwd, de perioden van non-activiteit die bij artikel 21 met perioden van effectief werk worden gelijkgesteld, alsook de perioden van jaarlijks verlof."

Artikel 3.-

In dezelfde samengeordende wetten wordt een artikel 6 quater ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 6 quater.- De duur van het aanvullend ancienniteitsverlof is gelijk aan het geheel, aan twee derde of aan een derde van de duur van het gewoon verlof waarop de arbeider recht heeft, naargelang deze arbeider onderscheidenlijk :

.../...

vijftien jaar arbeidsancienniteit telt gedurende de twintig jaar die het verlopen verlofdienstjaar voorafgaan ;

tien jaar arbeidsancienniteit telt gedurende de dertien jaar die het verlopen verlofdienstjaar voorafgaan ;

vijf jaar arbeidsancienniteit telt gedurende de zes jaar die het verlopen verlofdienstjaar voorafgaan.

Indien de berekening gemaakt overeenkomstig het vorig lid een gebroken getal tot uitkomst heeft, dan geeft de breuk recht op een dag aanvullend verlof zo zij gelijk is aan of groter dan de helft."

Artikel 4.-

In dezelfde samengeordende wetten wordt een artikel 6 quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 6 quinquies.- De arbeider moet aan het organisme of aan de werkgever die tot de betaling van het aanvullend ancienniteitsverlofgeld gehouden is, bewijzen dat hij aan de bij artikel 6 bis gestelde voorwaarden voldoet.

De Koning bepaalt de bewijsmiddelen. Hij bepaalt eveneens welk aantal gepresteerde arbeidsdagen en met arbeidsdagen gelijkgestelde werkloosheidsdagen, voor elke bedrijfstak, geacht wordt een arbeidsjaar te vormen."

Artikel 5.-

In artikel 7, eerste lid, van dezelfde samengeordende wetten worden de woorden "bij artikelen 4, 5 en 6" vervangen door de woorden "bij de artikelen 4 tot 6 quater".

.../...

Artikel 6.-

In artikel 9, eerste lid, van dezelfde samengeordende wetten worden de woorden "van artikel 7" vervangen door de woorden "van de artikelen 7, 9 bis en 19".

Artikel 7.-

In dezelfde samengeordende wetten wordt een artikel 9 bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 9 bis.- De werkgeversbijdrage voor het aanvullend ancienniteitsverlof wordt berekend op grond van het brutoloon, eventueel verhoogd met de bijkomende voordelen in speciën andere dan de kinderbijslag en, behalve door de Koning verleende afwijking, met de waarde van de voordelen in natura, aan de in artikel 6 bis bedoelde arbeiders door de werkgever uitgekeerd. De Koning bepaalt het beloop van die bijdrage, welke 1,5 t.h. van de in het vorig lid vastgestelde besoldiging niet mag te boven gaan."

Artikel 8.-

Artikel 10, 4°, van dezelfde samengeordende wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

" 4° Om samen met de bijdrage bedoeld in artikel 9 bis, de last veroorzaakt door het toekennen van het aanvullend ancienniteitsverlof te dekken.".

Artikel 9.-

Artikel 12 van dezelfde samengeordende wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 12.- De bijdragen verschuldigd voor het vormen der bezoldiging van het bij de artikelen 4 tot 7 bedoeld verlof worden onderscheidenlijk geïnd door de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid, het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers of de Dienst voor maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij, naargelang het om arbeiders gaat, bedienden uitgezonderd, die onderworpen zijn aan de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, aan de besluitwet van 10 Januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en er mee gelijkgestelden, of aan de besluitwet van 7 Februari 1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij.

De modaliteiten van inning der bijdragen vastgesteld door deze besluitwetten zijn op de bij dit artikel bedoelde bijdragen van toepassing.".

Artikel 10.-

In dezelfde samengeordende wetten wordt een artikel 15 bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 15 bis.- Het aanvullend ancienniteitsverlofgeld is gelijk aan de helft, een derde of een zesde van het verlofgeld vastgesteld bij artikel 15, naargelang de arbeider onderscheidenlijk vijftien jaar, tien jaar of vijf jaar ancienniteit heeft".

Artikel 11.-

In dezelfde samengeordende wetten wordt een artikel 15 ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 15 ter.- De Koning bepaalt het bedrag en de voorwaarden van toekenning van het gezinsverlofgeld.".

Artikel 12.-

In dezelfde samengeordende wetten wordt een artikel 17 bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 17 bis. = Het gezinsverlofgeld wordt betaald door tussenkomst van de Nationale Compensatiekas voor gezinsvergoedingen of door de onderscheidene kassen voor kinderbijslag.".

Artikel 13.-

In artikel 27, 1^o, van dezelfde samengeordende wetten wordt het cijfer "7" weggelaten.

Artikel 14.-

In artikel 4, eerste lid, A, 5^o, van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wet

.../...

van 27 Maart 1951, worden de woorden "het familiaal verlofgeld tegelijk met" weggelaten.

Artikel 15.-

Artikel 4, eerste lid, B, 5°, van dezelfde besluitwet wordt door de volgende bepaling vervangen :

" B- 5°.- 0,5 t.h. aan de Nationale Compensatiekas voor gezinsvergoedingen die, evenals de verschillende kassen voor kinderbijslag, gelast is het gezinsverlofgeld aan de bedienden uit te betalen."

Artikel 16.-

De Koning kan, voor het jaar 1952, het bedrag van de bijdrage, door de werkgevers verschuldigd om het aanvullend ancienniteitsverlofgeld te vormen, vaststellen op maximum 2 t.h. van de bezoldiging bepaald in artikel 9 van de bij koninklijk besluit van 9 Maart 1951 samengeordende wetten betreffende het jaarlijks verlof der loonarbeiders, dit alles in afwijking van artikel 9 bis aldaar ingevoegd bij artikel 7 van deze wet.

Artikel 17.-

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 April 1952, uitgezonderd de artikelen 1 tot 4 en 10 die 1 Januari 1953 in werking treden.

Gegeven te

,

VAN ' S KONINGSWEGE :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, de Heren :	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la ver-
sion française et la version néer-
landaise a été vérifiée sous le
contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse
tekst werd nagezien onder toe-
zicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
du Travail et de la Prévoyance sociale.
van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le

1952.

De

1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.